

Documents officiels

EXTRAITS DE TEXTES parus du 1^{er} au 31 décembre 2020

Santé et sécurité au travail

PRÉVENTION/GÉNÉRALITÉS

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES

■ Sécurité sociale

Loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la Sécurité sociale pour 2021.

Parlement. *Journal officiel* du 15 décembre 2020, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr – 65 p.)

Ce texte est résumé dans le bulletin d'actualités juridiques de l'INRS de janvier 2021.

■ Tarification

Décret n° 2020-1598 du 16 décembre 2020 portant relèvement du salaire minimum de croissance.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 17 décembre 2020, texte n°28 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 14 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 22 décembre 2020, texte n°30 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.)

Arrêté du 17 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 22 décembre 2020, texte n°47 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 16 décembre 2020 fixant le montant des majorations prévues à l'article D. 242-6-9 du Code de la Sécurité sociale pour l'année 2021.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 23 décembre 2020, texte n°55 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Arrêté du 16 décembre 2020 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2021.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 24 décembre 2020, texte n°69 (www.legifrance.gouv.fr – 19 p.)

Arrêté du 16 décembre 2020 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour l'année 2021.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 24 décembre 2020, texte n°70 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 22 décembre 2020 portant fixation du plafond de la Sécurité sociale pour 2021.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 29 décembre 2020, texte n°44 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Arrêté du 10 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2021 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. *Journal officiel* du 29 décembre 2020, texte n°80 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Arrêté du 22 décembre 2020 portant fixation pour 2021 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte.

Ministère chargé de l'Agriculture. *Journal officiel* du 30 décembre 2020, texte n°80 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 22 décembre 2020 portant fixation en métropole au titre de l'année 2021 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes mentionnées à l'article L. 731-23 du Code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. *Journal officiel* du 30 décembre 2020, texte n°81 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 18 décembre 2020 fixant pour 2017 et 2018 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 31 décembre 2020, texte n°133 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 28 décembre 2020 portant fixation au titre de l'année 2021 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. *Journal officiel* du 31 décembre 2020, texte n°162 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.)

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

■ Mines et carrières

Décret n° 2020-1529 du 7 décembre 2020 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière d'électricité.

Ministère chargé de l'Environnement. *Journal officiel* du 9 décembre 2020, texte n°3 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.)

Arrêté du 7 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 19 avril 2012 relatif aux normes d'installation intéressant les installations

électriciens des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs et abrogeant divers arrêtés relatifs à l'électricité dans les industries extractives.

Ministère chargé de l'Environnement. *Journal officiel* du 9 décembre 2020, texte n°4 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

■ Pénibilité

Arrêté du 23 novembre 2020 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche de la chocolaterie confiserie dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. *Journal officiel* du 3 décembre 2020, texte n°34 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

ORGANISATION SANTÉ AU TRAVAIL

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « loi Asap »).

Parlement. *Journal officiel* du 8 décembre 2020, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr – 50 p.)

L'article 90 de cette loi modifie l'article L. 1111-8-1 du Code de la santé publique afin de permettre aux services de santé au travail d'utiliser l'identifiant de santé des personnes pour leur prise en charge. Il est précisé que les données de santé rattachées à l'identifiant de santé sont collectées, transmises et conservées dans le respect du secret professionnel et des référentiels de sécurité et d'interopérabilité mentionnés à l'article L. 1110-4-1 du Code de la santé publique.

Un décret à paraître doit préciser les modalités d'utilisation de l'identifiant.

RISQUES BIOLOGIQUES ET CHIMIQUES

RISQUE BIOLOGIQUE

■ Covid-19

Ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. *Journal officiel* du 3 décembre 2020, texte n°33 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Ce texte est résumé dans le bulletin d'actualités juridiques de l'INRS de janvier 2021.

Décret n° 2020-1513 du 3 décembre 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. *Journal officiel* du 4 décembre 2020, texte n°22 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2020-1691 du 25 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. *Journal officiel* du 26 décembre 2020, texte n°83 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.)

Ce décret précise les modalités d'organisation de la campagne de vaccination contre la Covid-19.

Arrêté du 3 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 4 décembre 2020, texte n°55 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.)

Circulaire interministérielle n° cabinet/2020/229 du 14 décembre 2020 relative au déploiement des tests antigéniques au sein des entreprises publiques et privées.

Ministère chargé de la Santé (www.legifrance.gouv.fr – 23 p.)

Décret n° 2020-1509 du 3 décembre 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté.

Premier Ministre. *Journal officiel* du 4 décembre 2020, texte n°3 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Décret n° 2020-1514 du 3 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1387 du 14 novembre 2020 fixant la liste des professionnels de santé habilités à renseigner les systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 4 décembre 2020, texte n°31 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Décret n° 2020-1519 du 4 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 5 décembre 2020, texte n°30 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Ordonnance n° 2020-1553 du 9 décembre 2020 prolongeant, rétablissant ou adaptant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 10 décembre 2020, texte n°35 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.)

Décret n° 2020-1567 du 11 décembre 2020 portant diverses dispositions dans le domaine funéraire en raison des circonstances exceptionnelles liées à la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé des Collectivités territoriales. *Journal officiel* du 12 décembre 2020, texte n°25 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 15 décembre 2020, texte n°21 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.)

Arrêté du 15 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. *Journal officiel* du 16 décembre 2020, texte n°19 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2020-1586 du 15 décembre 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté.

Premier Ministre. Journal officiel du 16 décembre 2020, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Arrêté du 17 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine. Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 décembre 2020, texte n°10 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2020-1624 du 19 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 décembre 2020, texte n°33 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2020-1643 du 22 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 décembre 2020, texte n°47 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2020-1668 du 23 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 décembre 2020, texte n°64 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 décembre 2020, texte n°82 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.)

Arrêté du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 décembre 2020, texte n°92 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 18 décembre 2020 relatif à la classification du coronavirus Sars-CoV-2 dans la liste des agents biologiques pathogènes. Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2020, texte n°99 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Cet arrêté ajoute le virus du Sars-CoV-2 à la liste des agents biologiques pathogènes prévue par l'arrêté du 18 juillet 1994 modifié fixant la liste des agents biologiques pathogènes.

RISQUE CHIMIQUE

■ Amiante

Arrêté du 23 décembre 2020 relatif au contenu et aux modalités de transmission des rapports annuels d'activité prévus aux articles R. 1334-23 et R. 1334-25 du Code de la santé publique et à l'article R. 271-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2020, texte n°45 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Cet arrêté définit les modalités de transmission via l'application informatique du ministère chargé de la santé :

- des rapports annuels d'activité des opérateurs de repérage de l'amiante adressés aux ministres chargés de la Construction et de la Santé, dans le cadre de l'obligation fixée aux articles R. 271-2-1 du Code de la construction et de l'habitation et R. 1334-23 du Code de la santé publique ;
- des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante adressés au préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble bâti dans le cadre de l'obligation fixée à l'article R. 1334-23 du Code de la santé publique ;
- des rapports annuels d'activité des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement.

■ Valeurs limites

Décret n° 2020-1546 du 9 décembre 2020 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 décembre 2020, texte n°25 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.)

Ce texte remplace le tableau de l'article R. 4412-149 du Code du travail relatif aux valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques. Il transpose ainsi les nouvelles valeurs limites prévues par la directive (UE) 2017/2398 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail. Il transpose également les valeurs limites d'exposition professionnelle du formaldéhyde prévues par la directive (UE) 2019/983 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 modifiant la directive 2004/37/CE.

Les modifications concernent notamment les neuf agents chimiques suivants : Acrylamide ; Bromoéthylène ; 1,3-butadiène ; 1,2-époxypropane (oxyde de propylène) ; Formaldéhyde ; Hydrazine ; 2-nitropropane ; Oxyde d'éthylène ; o-toluidine.

Ces nouvelles valeurs limites s'appliqueront à compter du 1^{er} février 2021.

RISQUES MÉCANIQUES ET PHYSIQUES

RISQUES PHYSIQUES

■ Atmosphère hyperbare

Décret n° 2020-1531 du 7 décembre 2020 modifiant les dispositions relatives à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 décembre 2020, texte n°19 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.)

Ce décret précise les modalités relatives à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare, notamment le nombre et l'identification des secteurs d'activités hyperbares. Pour ce faire, certaines dispositions du Code du travail sont modifiées.